

Il faut booster et féminiser la formation en ingénieur industriel

HAUTES ÉCOLES Le nombre de jeunes diplômés reste, malgré une légère augmentation, nettement inférieur au nombre de postes vacants

Le développement économique de la seconde moitié du XIX^e siècle a peu à peu imposé la présence de nombreux « travailleurs instruits » dans les usines qui se multiplient alors comme des petits pains.

Le mouvement a favorisé l'éclosion presque naturelle d'instituts non universitaires chargés de former des « ingénieurs d'application » au bénéfice des bassins industriels (Liège, Hainaut, Sud-Luxembourg) et, évidemment, de la capitale alors en pleine explosion urbanistique. « Il s'agit de former un personnel hautement qualifié pour servir d'intermédiaires capables de seconder les ingénieurs essentiellement préoccupés par la théorie et de diriger les ouvriers totalement immergés dans la pratique », lit-on dans le

rapport « Evaluation du cursus Sciences industrielles et de l'ingénieur industriel » (1) produit ces jours-ci par l'Aeqes, l'Agence chargée de jauger l'enseignement supérieur en Belgique francophone. Si elle plonge dans les racines du métier, elle s'intéresse surtout aux spécificités de la formation actuelle (5 ans) après avoir visité la douzaine de

hautes écoles qui forment aujourd'hui des ingénieurs industriels.

1 Les points forts. Disons-le d'emblée, le comité multidisciplinaire chargé d'évaluer la qualité de la formation relève « le très bon niveau scientifique et technique des enseignants et des enseignements. Les compétences techniques développées par les formations sont fortement appréciées par le monde industriel et correspondent globalement à une demande réelle du marché. » Il note aussi « l'excellent taux d'insertion professionnelle, et ce dans toutes les orientations proposées en Fédération Wallonie-Bruxelles », « la motivation, l'esprit collégial et les compétences des équipes enseignantes et du personnel administratif ».

2 La petite taille des structures. Parmi les points d'amélioration, l'Agence observe la « petite taille des sections ingénieurs industriels au sein des établissements » (on compte environ 3.500 étudiants pour 13 écoles dont certaines ne comptent que quelques dizaines de jeunes). Le côté « familial » de l'affaire implique cependant

« l'absence de structure spécifique pour la formation de type long (pas de département "Ingénieur", pas de responsable ou de coordinateur de formation dédié) ». Cette situation, « s'accompagne d'une carence en matière de stratégie de démarche qualité (...), d'objectifs à atteindre », notamment sur le plan de la mobilité et des relations internationales.

3 L'attractivité. Autre défi à relever : l'attractivité des études. Alors que les jeunes formés sont plutôt dans une situation de plein-emploi (« le nombre de jeunes diplômés reste, malgré une légère augmentation, nettement inférieur au nombre de postes vacants »), l'Agence pense qu'il convient d'améliorer l'attractivité de cette formation

et, surtout, de s'interroger sur le bassin de recrutement des étudiants. « La majorité des étudiants inscrits sont des hommes (seulement 10 % de femmes) et de nationalité belge (10 % d'étrangers) », notent les experts. Ils constatent aussi que sept jeunes sur dix sont issus du secondaire général. Ils recommandent donc de développer « une stratégie de communication qui augmente la

visibilité de la formation, notamment à l'égard des filles » et « d'informer davantage les jeunes issus du secondaire technique, d'encourager ceux qui en ont la capacité à poursuivre leur formation dans l'enseignement supérieur ».

4 Les langues. Si les compétences terminales des ingénieurs dans les hautes écoles

sont plutôt élevées (lire point 1), l'Agence attire l'attention des décideurs sur le niveau d'exigences en langues : « A l'issue de leurs études, les étudiants ne maîtrisent pas suffisamment les langues étrangères, ce qui est une lacune importante dans un contexte de mondialisation des milieux industriels. » Elle recommande donc « d'exiger un niveau minimal B2 en anglais pour tous les diplômés en fin de cursus » notamment en « généralisant l'apprentissage actif de l'anglais de manière intégrée ». De quoi peut-être impliquer cette formation à s'ouvrir davantage - c'est un autre souhait des experts - à la recherche et à l'innovation. ■

ÉRIC BURGRAFF

(1) <http://www.aeqes.be>